

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 2 MARS 2015, à 19 heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **DUFAIX Marylène**, **CHAMBIOT-PONCET Soizick**, Adjointes – Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Adjoints – Mmes **BREVAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **LE SCORNET Sylvie**, **LEPAIGNEUL Virginie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MENARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **VILLENEUVE Catherine** Conseillères Municipales, **Mrs COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, de **LA PORTBARRE Dominique**, **LEMONNIER Philippe** (*arrivé en cours de séance*), **LESAGE Samuel**, **LESNE Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, **VUILLAUME Michel**, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : **Madame CASU Odile**, Adjointe (*pouvoir à M. BOULEUC Yves, Adjoint*). Monsieur **JENOUVRIER Stéphane**, conseiller municipal.

Secrétaire de séance : Monsieur **Loïc LESNE**, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 2 février 2015 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité.

EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF

Présentation du projet

Monsieur René Bernard, Maire, rappelle que par délibération en date du 3 novembre 2014, la commune a confié la maîtrise d'œuvre de l'extension du complexe sportif au cabinet d'architecte Jacky Grimault (*Guingamp*) et informe l'assemblée que le groupe de travail s'est réuni le 28 janvier dernier.

Il accueille Monsieur Grimault, architecte, et son collaborateur, Monsieur Charles-Henri Landoué, et les remercie de leur présence. Il salue le travail accompli par le cabinet, et particulièrement sa grande réactivité vis-à-vis des attentes de la collectivité. Il rappelle que ce cabinet a été retenu aussi grâce à son savoir-faire particulier en matière de rénovation et d'extension d'infrastructures sportives.

Avant de passer la parole à Monsieur Grimault, Monsieur le Maire effectue un bref rappel du programme souhaité : *un dojo, une grande salle multi-activités, une petite salle d'activités, un hall d'accueil (sportifs-spectateurs), et des toilettes publiques pour le multisports.*

Description du projet

Monsieur Grimault débute la présentation par un état des lieux photographique de l'existant, puis par la projection du plan de masse et les ajouts de construction proposés. Il détaille ensuite l'aménagement intérieur en mettant l'accent sur les communications, les circulations, les aléas-contraintes et l'environnement du projet.

Le projet comprend : une entrée principale avec sas, un hall en verrière, une salle de convivialité (*environ 45m² - sans communication avec l'extérieur pour limiter les intrusions*) et un local poubelle proche. L'actuelle salle de réunion des associations « La vallée verte » et les toilettes existantes au pignon sont insérés dans le nouveau volume.

Création d'un dojo comportant deux tatamis, des petits gradins et placements pour fauteuils roulants (*3,5 m sous poutres – bardage translucide – charpente bois apparente*). Le dojo sera accessible exclusivement par l'intérieur et sera protégé par des brise-soleils extérieurs. Deux vestiaires actuels (*n° 3 et n°4*) seront dédiés à ce dojo. Un bureau - rangement sont créés à la place du rangement football.

En façade arrière, l'extension comprend une grande salle modulable par cloison amovible (*4,50 m sous poutres – bardage translucide – charpente bois apparente*).

Une partie de la salle peut contenir trois tables de tennis de table et 22 places assises sur bancs suspendus. Deux tables et 11 places assises peuvent être prévues sur l'autre côté.

Cette partie de salle sera multi-usages et recevra notamment l'activité danse. Pour cette raison, elle sera dotée d'un sol en parquet, de barres et de 10 ml de miroir, tandis que l'autre partie (côté tennis de table) sera revêtue d'un sol PVC.

Un espace de rangement dédié au tennis de table a été prévu et un autre pour le football, ainsi qu'un hall de sortie des vestiaires et un vestiaire douche destiné à la danse.

Prennent place également dans le projet : un local d'entretien et un local pour les manifestations extérieures. Près du dojo, se trouvent un local de stockage et deux espaces « drive » permettant un retrait autonome de matériel par les associations.

Dans les grands volumes, pour répondre aux exigences de la réglementation technique, une isolation sera mise en œuvre et le chauffage sera assuré au moyen de panneaux rayonnants (gaz ou eau chaude) sous toiture.

Monsieur Grimault présente ensuite les sanitaires extérieurs sur lesquels pourrait se greffer une tribune pour le football (4 rangs – 91 places) ainsi qu'un espace buvette. Monsieur le Maire précise que Monsieur Grimault a été amené à proposer une solution semblable dans une autre collectivité, d'où l'intérêt de pouvoir également la présenter ici. Le coût de cette conception est évalué à 150 000 € HT.

En achèvement de son intervention, Monsieur Grimault indique qu'un ravalement général donnerait au complexe une nouvelle identité et présente un visuel des façades extérieures restaurées (*coloris différenciés, nouvelle volumétrie...*).

Monsieur Philippe Lemonnier, conseiller municipal, rejoint la séance à 20h.

Observations

- *Monsieur Rémi Gizard, conseiller municipal, émet des réserves vis-à-vis des accès et circulations partagés au sein du bâtiment. A titre d'exemple, il rappelle que les joueurs de football empruntent les couloirs et fréquentent les vestiaires lors des mi-temps. Il ne sera donc pas aisé d'assurer ou de garantir une propreté permanente de ces espaces. Ceci est susceptible de poser problème si les lieux sont fréquentés au même moment par d'autres publics (judo, tennis de table, danse...).*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, constate que des modifications substantielles ont été apportées au projet depuis la réunion du groupe de travail. Il propose donc que le groupe se réunisse de nouveau afin que ces ajouts puissent être discutés en séance de travail.*
Monsieur le Maire se déclare favorable à une nouvelle réunion du groupe, mais attire l'attention de l'assemblée sur la nécessité de respecter le calendrier du projet.
- *Monsieur René Labbé, conseiller municipal, demande si les associations, futures utilisatrices de l'équipement, ont été consultées sur les plans du projet. A titre d'exemple, il fait remarquer que du hockey est pratiqué dans la salle n°1, alors que cette activité n'avait pas été relevée avant la rénovation de la salle, d'où l'importance de faire un état des lieux précis des besoins des utilisateurs lors de la conception du projet.*
Monsieur le Maire répond que les associations se réuniront le mardi 10 mars prochain, à 19 h, pour prendre connaissance des plans. Le groupe de travail pourra prévoir une séance de travail dans la semaine qui suivra.
Il rappelle la planification retenue pour cette opération d'extension : consultation des entreprises en mai-juin, signature des marchés en juillet, début de chantier septembre-octobre, 10 mois de travaux et livraison de l'extension pour fin juillet 2016.

Entendu cet exposé, LE CONSEIL MUNICIPAL convient de présenter les plans du projet aux associations et de réunir une nouvelle fois le groupe de travail.

Monsieur le Maire remercie Monsieur Grimault, architecte, et son collaborateur pour la présentation effectuée en séance.

2015-024 – Choix de prestataires pour les missions de contrôle technique, SPS et étude de sol.

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint aux travaux, indique que la collectivité doit s'adjoindre les services de prestataires pour l'accompagner dans la réalisation de l'extension du complexe sportif, à savoir : contrôle technique, coordination Sécurité Protection Santé, étude de sol.

Les consultations ayant été menées à terme, l'assemblée délibérante est invitée à désigner lesdits prestataires.

a - . Contrôle technique

Après analyse des 5 propositions obtenues, la commission propose de confier la mission de contrôle technique à l'entreprise BTP Consultants (*sise à Chartres de Bretagne – 35131 – ZAC de la Contrerie – 10 rue Léo Lagrange*) pour un montant de 4 789.00 € HT.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **DÉCIDE** de retenir la proposition de l'entreprise BTP Consultants (*sise à Chartres de Bretagne – 35131 – ZAC de la Contrerie – 10 rue Léo Lagrange*) d'un montant de 3 714.00 € HT pour la mission de contrôle technique,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis et tous les documents afférents à ce dossier.

b – Mission S.P.S. (Sécurité Protection Santé)

Après analyse des 9 propositions reçues, la commission propose de confier la mission coordination Sécurité-Protection-Santé à l'entreprise BECS SARL (*sise à Nantes – 44373 – parc Exalis – 11 rue du chemin rouge*) pour un montant de 6 625.00 € HT.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **DÉCIDE** de retenir la proposition de l'entreprise BECS SARL (*sise à Nantes – 44373 – parc Exalis – 11 rue du Chemin Rouge*) d'un montant de 7 950.00 € HT pour la mission Sécurité-Protection-Santé,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis et tous les documents afférents à ce dossier.

c – Mission études géotechniques

Après analyse des 7 propositions reçues, la commission propose de confier les études géotechniques de l'extension du complexe sportif à l'entreprise ICSEO Bureau d'Etudes (*sise à Noyal sur Vilaine – 35530 – 5 rue des Frères Lumières*) pour un montant de 2 720.00 € HT.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

- **DÉCIDE** de retenir la proposition de l'entreprise ICSEO Bureau d'Etudes (*sise à Noyal sur Vilaine – 35530 – 5 rue des Frères Lumières*) d'un montant de 2 720.00 € HT pour la mission études géotechniques,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis et tous les documents afférents à ce dossier.

FINANCES

Monsieur René Bernard, Maire, remet la présidence de l'assemblée à Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, pour le temps de l'examen et du vote des comptes administratifs, et se retire de la séance.

2015-025 – Approbation des comptes administratifs 2014

Monsieur René Bernard, Maire, remet la présidence de l'assemblée à Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, pour le temps de l'examen et du vote des comptes administratifs et quitte la salle.

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, présente des différents comptes administratifs 2014.

Les membres de l'assemblée sont invités à approuver les comptes administratifs 2014, comme suit :

a – Commune

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	2 000 507.36 €	1 147 736.52 €
Déficit 2013	-	- 242 863.07 €
Recettes	3 063 276.94 €	1 773 736.66 €
Excédent 2013	350 000.00 €	
Résultat 2014	+ 1 412 769.58 € €	383 137.07 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2014 de la Commune.

b- Caisse des Ecoles

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	15 026.27 €	-
Déficit 2013	-	-
Recettes	14 400.00 €	-
Excédent 2013	4 518.66 €	108.40 €
Résultat 2014	+ 3 892.39 €	+ 108.40 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2014 de la Caisse des Ecoles.

c – Lotissement d'Habitation II

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	-	-
Déficit 2013	-	-
Recettes	-	-
Excédent 2013	-	-
Résultat 2014	+ 207 946.15 €	- 286 562.13 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2014 du Lotissement d'Habitation II.

d – Centre de santé

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	26 324.74 €	9 989.12 €
Déficit 2013		-
Recettes	28 348.41 €	8 979.50 €
Excédent 2013	7 203.81 €	
Résultat 2014	9 227.48 € €	- 1 647.04 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2014 du Centre de Santé.

e – Restaurant Scolaire

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	193 514.10 €	-
Déficit 2013	néant	-
Recettes	188 540.59 €	-
Excédent 2013	12 079.61 €	-
Résultat 2014	7 106.10 € €	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2014 du Restaurant Scolaire.

f - Assainissement

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	67 755.44 €	92 202.85 €
Déficit 2013	-	-
Recettes	279 699.28 €	166 218.52 €
Excédent 2013	-	273 209.53 €
Résultat 2014	+ 211 943.84 €	+ 347 225.20 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2014 de l'Assainissement

2015.026 – Approbation des comptes de gestion 2014

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, précise que les comptes de gestion 2014 (*Commune, Caisse des Ecoles, Lotissement d'Habitation II, Centre de Santé, Restaurant Scolaire et Assainissement*), établis par la Trésorière Principale de Cancale, ont fait l'objet d'un contrôle de concordance avec les comptes administratifs de la collectivité et s'équilibrent au centime d'euro près avec ceux des comptes administratifs.

Il soumet ces comptes de gestion à l'approbation de l'assemblée.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE, les comptes de gestion 2014 (*Commune, Caisse des Ecoles, Lotissement d'Habitation II, Centre de Santé, Restaurant Scolaire et Assainissement*) de Madame La Trésorière Municipale.

2015.027 - Affectation des résultats 2014

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux Finances, propose d'affecter comme suit les résultats des comptes administratifs précédemment votés :

a – Commune

Résultat de fonctionnement 2014	1 412 769.58 €
BP 2015 - Recettes d'investissement <i>article 1068 - "Excédent de fonctionnement capitalisé"</i>	1 062 769.58 €
BP 2015 - Recettes de fonctionnement <i>article 002 - "Excédent de fonctionnement reporté"</i>	350 000,00 €

b – Assainissement

Résultat de fonctionnement 2014	211 943.84 €
BP 2015 - Recettes d'investissement <i>article 1068 - "Autres réserves"</i>	211 943.84 €
BP 2015 - Recettes de fonctionnement <i>article 002 - "Excédent de fonctionnement reporté"</i>	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE, à l'unanimité, les affectations ci-dessus précitées.

Observations :

- Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, remercie les membres du service comptable et administratif qui ont participé à la préparation des documents budgétaires.
Il relève la bonne santé financière de la collectivité qui se caractérise par une évolution des dépenses de fonctionnement maîtrisée et un faible endettement. Les marges et l'épargne dégagées doivent donc permettre à la commune de poursuivre le programme d'investissement prévu sur le mandat.

Il attire toutefois l'attention de l'assemblée sur la baisse substantielle de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat (- 160 000 € sur trois ans) et sur la montée en puissance des charges nouvelles et incompressibles (personnel TAP, participation au service d'instruction d'urbanisme de Saint-Malo Agglomération).

Il ajoute que la collectivité a transmis un certain nombre de données au cabinet ADELICE afin que celui-ci puisse établir et restituer un scénario de prospective financière pour le temps du mandat.

Monsieur le Maire reprend la présidence de l'assemblée et remercie le conseil municipal pour l'approbation des comptes administratifs de l'année 2014. Il adresse également ses remerciements à l'équipe administrative et comptable qui contribue tout au long de l'exercice à la bonne exécution et à la maîtrise des lignes budgétaires votées par l'assemblée.

Débat d'orientation budgétaire

Préambule : La loi du 6 février 1992 a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci par l'assemblée. Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel et ne se traduit pas par un vote, mais il doit retracer :

- *l'environnement général* : l'évolution des ressources, particulièrement celle des dotations de l'Etat ; la revalorisation ou non des bases ; les relations financières avec les partenaires institutionnels (*conseil général, régional...*)
- *les tendances des finances locales* : épargne de gestion, autofinancement, encours de la dette...
- *les perspectives budgétaires* : objectifs sur le niveau de la fiscalité, l'endettement, la progression de l'investissement et la gestion de la programmation pluriannuelle
- *la prospective budgétaire* : évaluation à moyen terme des ressources de la collectivité et de ses charges

Monsieur le Maire indique que le débat d'orientation budgétaire est tout d'abord l'occasion pour le Maire de présenter les grandes orientations telles qu'elles ressortent des décisions du conseil municipal.

Discours

« Cette année 2015 est une année particulière, en ce sens qu'elle fait suite aux élections municipales de mars 2014, date d'installation de l'équipe actuelle. Les Méloriens nous ont élus pour que nous réalisions le programme sur lequel nous nous sommes engagés. La collectivité a la chance d'être en bonne santé financière comme l'a démontré le dernier compte administratif.

Quelques chiffres sur l'évolution de 2009 à 2014 :

- Les bases d'imposition ont évolué positivement, ceci du fait d'un fort dynamisme des constructions nouvelles (*progression des bases de la taxe d'habitation de 2 783 000 à 3 452 000 ; de 2 390 000 à 2 925 000 pour le foncier bâti ; de 296 000 à 319 000 pour le foncier non bâti*).
- Durant ce temps, les taux d'imposition locaux n'ont augmenté que de 1%.
- L'épargne nette est restée constante, passant de 924 000 € à 996 000 €.
- L'annuité par habitant est restée identique, soit 60 euros.
- Le capital restant dû passe de 1 900 000 € à 2 392 000 € malgré de lourds investissements (église, aménagement du bourg).

Ces bons résultats sont dus en grande partie à une maîtrise des dépenses de fonctionnement qui ont évolué de 1 732 000 euros à 1 933 000 euros.

Toutefois, la commune doit compter avec de nouvelles contraintes :

- Baisse des dotations de l'Etat (- 55 000 euros pour 2015)
- Transfert de charges des nouvelles activités périscolaires (NAP) 45 000 euros
- Instruction d'urbanisme – droit du sol 17 000 euros

Dans ce contexte, nous devons être vigilants et optimistes si nous voulons réaliser l'ensemble de nos engagements. Nous sommes dans une période transitoire où notre population évolue. Nous avons prévu de créer de nouveaux équipements qui induiront de nouvelles attentes et nouveaux besoins. Nous devons aussi satisfaire aux nouvelles exigences réglementaires, dont certaines conditionnent l'obtention de subventions.

Les grands projets :

- Le permis de construire du bâtiment enfance jeunesse est délivré. La consultation des entreprises va suivre en vue d'une livraison du bâtiment en février 2016
- L'extension du complexe sportif doit être achevée pour juillet 2016. Une subvention de 220 000 euros a été obtenue pour cet équipement au titre du contrat de territoire.
- Concernant l'aménagement des entrées de l'agglomération, l'agence de l'eau a été sollicitée pour participer au financement des travaux de réseaux, mais la commune devra préalablement disposer d'un schéma directeur eaux usées-eaux pluviales.
Les travaux devraient démarrer au début du printemps 2016. Une 1^{ère} réunion du groupe de travail est fixée au mercredi 4 mars 2015 avec la société TECAM, maître d'œuvre.
- Le groupe de travail « bibliothèque » a prévu plusieurs visites de bibliothèques municipales. La 1^{ère} aura lieu à Laillé, et sera suivie d'autres visites à Saint Lunaire, Pleurtuit, La Fresnais, etc....
La date de livraison de cet équipement est toujours prévue à l'automne 2017. La collectivité aura toutefois l'obligation de produire les résultats de la consultation pour la 31 octobre 2016 afin de bénéficier de la subvention du contrat de territoire (150 000 euros).
- Un transfert de la compétence « assainissement » à l'agglomération est actuellement à l'étude. La commune a un programme de travaux à réaliser en la matière : Le Domaine Robin, Le Vaulerault, station d'épuration.... Aucun excédent comptable ne pourra être transféré au budget général de la commune au moment de la passation de compétence. Il convient donc de faire en sorte que les chantiers soient suffisamment engagés pour qu'ils ne puissent pas être remis en cause. »

AFFAIRES SCOLAIRES

2015.028 – Allocation aux écoles pour l'achat de fournitures scolaires – année 2015

Madame Marylène DUFAIX, Adjointe aux affaires scolaires, propose à l'assemblée de déterminer le montant forfaitaire par élève qui sera alloué aux écoles pour l'achat de fournitures scolaires. Elle rappelle qu'en 2014, le montant avait été revalorisé et fixé à 52.35 € par élève.

Elle précise que la commission des écoles, dans sa réunion du 25 février dernier, propose de diminuer le montant de cette allocation et de la fixer à 47.50 € par élève au titre de l'année 2015.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

26 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DIT qu'un montant de 47.50 € / élève sera alloué aux écoles pour l'achat de fournitures scolaires en 2015.

2015.029 – Subventions aux écoles pour les activités parascolaires – année 2015

Madame Marylène Dufaix, Adjointe aux affaires scolaires, rappelle que le montant des subventions parascolaires allouées en 2014 aux écoles s'établissait à 26.00 € par élève. Elle indique que la commission des écoles s'est réunie et propose de diminuer ce montant et de le fixer à 24.00 € par élève pour l'année 2015.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26 CONTRE : 0 Abstention : 0

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité, DÉCIDE que l'allocation 2015 qui sera versée aux écoles pour les activités parascolaires sera définie sur la base d'un montant de 24 € par élève.

ECOLE PUBLIQUE

Allocation au titre de l'année 2015 : 24.00 € x 158 élèves au 01/01/2015, soit une subvention globale de 3 792 €. Ce versement s'effectuera en deux fois (soit 2 x 1 896 €) sur le compte de la coopérative scolaire et sera porté au budget primitif 2015, à charge pour l'école de produire régulièrement en mairie les justificatifs d'emploi de ces sommes.

ECOLE PRIVEE

Allocation au titre de l'année 2015 : 24.00 € x 235 élèves au 01/01/2015, soit une subvention globale de 5 640 €. Ce versement s'effectuera en deux fois (soit 2 x 2 820 € les 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2015) et sera porté au budget primitif 2015. Les justificatifs de l'emploi de ces sommes seront fournis régulièrement en mairie.

Il pourra être fait des versements anticipés sous réserve de présentation de demandes justifiées.

Observations :

- Madame Marylène Dufaix, adjointe, rappelle que la réduction des allocations consacrées aux écoles s'inscrit dans un contexte de général de recherche d'économie et de maîtrise des coûts de fonctionnement.
- Monsieur le Maire ajoute que les mêmes directives ont été transmises à toutes les commissions, notamment à la commission des associations dans ses propositions d'attribution de subvention aux associations.
- Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, demande si l'intégralité des allocations scolaires a été consommé lors de l'exercice précédent. Madame Marylène Dufaix, adjointe, précise qu'un reliquat non consommé d'environ 1000 euros a été relevé pour les fournitures scolaires. Elle ajoute que le choix a été fait de réduire globalement l'enveloppe consacrée aux écoles (- 10%), en sauvegardant malgré tout un montant substantiel pour les activités parascolaires. Ainsi, il sera aussi proposé de réduire la somme consacrée au cadeau de Noël (6,50 €/élève au lieu de 8,50 €), et de même pour l'enveloppe dédiée au spectacle de Noël (6 € / élève au lieu de 7,50 €).
- Monsieur Michel Vuillaume, conseiller municipal, trouve qu'il est dommage de restreindre le prix consacré au cadeau de Noël des enfants. Madame Dufaix répond que le montant proposé permet largement d'acheter un livre par enfant et ajoute qu'auparavant, les écoles utilisaient même la dotation pour offrir un 2^{ème} livre aux enfants ou pour améliorer le fonds de livres de la bibliothèque de l'école.

ESPACES VERTS – RESEAUX – VOIRIE

2015.030 – Marché d'entretien des espaces verts

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que la collectivité souhaite continuer à externaliser l'entretien des espaces verts de ses lotissements. Le marché actuel arrivant à terme, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée.

Après analyse des 7 propositions reçues, la commission propose de retenir l'offre de l'entreprise Herboratum 35 (sise à Orgères 35230 – 1 rue du Wagon – ZA de l'Hermitière), mieux-disante pour un montant de 31 772.00 € HT.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

26 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de retenir la proposition de l'entreprise Herboratum 35 (sise à Orgères 35230 – 1 rue du Wagon – ZA de l'Hermitière) d'un montant de 31 772.00 € HT pour l'entretien des espaces verts des lotissements,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce dossier (soit un marché de un an renouvelable 3 fois).

Observations :

- Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, regrette que ce ne soit pas une entreprise locale qui emporte le marché.
- Monsieur le Maire répond que la collectivité est tenue, lors du classement des offres, de respecter les critères de jugement qu'elle a elle-même définis et inscrits dans la consultation.
- Si le critère de proximité locale n'est pas recevable, Monsieur Plihon répond qu'il pourrait par exemple être institué un critère lié au développement durable ou à l'émission de CO2.
- Monsieur le Maire rappelle que l'analyse des offres, notamment dans leur aspect qualitatif, représente un gros travail et constitue également un gage de sécurité vis-à-vis d'une bonne exécution de la prestation. Sinon, seul le critère du prix l'emporterait.

2015.031 – Renouvellement de l'autorisation de rejet de la station d'épuration

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que l'autorisation de rejet de la station d'épuration du bourg arrive à expiration. La collectivité doit donc engager une consultation afin de trouver le prestataire susceptible de réaliser l'étude d'incidence obligatoire pour la reconduction de cette autorisation.

Il précise également que l'Agence de l'Eau a émis un avis favorable à la sollicitation financière faite par la collectivité.

Il présente à l'assemblée le résultat de ladite consultation.

La commission propose de confier à la société *Nouvelles Technologies Environnementales (sise à La Chapelle des Fougeretz – 35520 - 2 rue des Longrais)* la réalisation de l'étude d'incidence liée à l'autorisation de rejet de la station d'épuration, et ce pour un montant de 4 950.00 € HT

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

26 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de retenir l'offre de la société *Nouvelles Technologies Environnementales (sise à La Chapelle des Fougeretz (35520) 2 rue des Longrais)* d'un montant de 4 950.00 € HT pour l'étude d'incidence liée à l'autorisation de rejet de la station d'épuration,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis et tous les documents afférents à cette affaire

2015.032 – Etude de diagnostic des systèmes d'assainissement collectif – eaux usées

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que la collectivité ne dispose pas d'une étude diagnostic d'assainissement collectif. Or, ce schéma est un prérequis pour que l'Agence de l'Eau puisse intervenir au financement des travaux sur les réseaux d'assainissement de la collectivité.

Une consultation a été engagée et l'Agence de l'Eau a émis un accord de subvention à l'étude.

A l'issue, la commission propose de retenir la société N.T.E (Nouvelles Technologies Environnementales), *sise à La Chapelle des Fougeretz (35520) 2 rue des Longrais* - pour un montant de 19 405 € HT pour l'étude de diagnostic des systèmes d'assainissement collectif - eaux usées -

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

26 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de retenir l'offre de la société *Nouvelles Technologies Environnementales (sise à La Chapelle des Fougeretz 35520 - 2 rue des Longrais)* d'un montant de 19 405.00 € HT pour l'étude de diagnostic des systèmes d'assainissement collectif - eaux usées - ,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis et tous les documents afférents à cette affaire.

2015.033 – Schéma directeur des eaux pluviales

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que le schéma directeur des eaux pluviales de la commune nécessite une mise à jour afin que les interventions sur les réseaux puissent être éligibles au financement par l'Agence de l'Eau.

Il précise que l'Agence de l'Eau a émis un accord de subvention pour l'élaboration de ce schéma directeur.

Il présente à l'assemblée le résultat de la consultation et indique que la commission propose de retenir l'entreprise S.E.T. Environnement (*sise à St-Jouan des Guérets – 35430 – 26 ter rue de la Lande Gohin*) pour un montant de 7 230.00 € HT.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR

0 CONTRE

1 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de retenir l'offre de l'entreprise S.E.T. Environnement (*sise à St-Jouan des Guérets – 35430 – 26 ter rue de la Lande Gohin*) d'un montant de 7 230.00 € HT pour la réalisation et la mise à jour du schéma directeur des eaux pluviales,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis et tous les documents afférents à cette affaire

Observations :

- *Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, s'estime surpris par les grandes différences de prix au niveau des offres recueillies et se demande s'il ne s'agit pas d'anomalies.*
 - *Monsieur le Maire répond que des écarts de prix importants ont aussi été relevés lors de récentes attributions de marchés de maîtrise d'œuvre.*
 - *René Labbé, adjoint, ajoute que la restitution du détail des analyses est faite en commission et invite les conseillers à assister à tous les travaux de leurs commissions.*
 - *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, fait remarquer qu'il n'est pas possible aux conseillers municipaux d'être de toutes les commissions et que la séance de conseil municipal est aussi le lieu où les toutes les questions peuvent être posées.*
-

2015.034 – Transfert de l'exercice de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » au SDE 35

Monsieur René Labbé, adjoint, indique qu'afin de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer la qualité de l'air en zone urbaine, le SDE 35 souhaite œuvrer en faveur du développement des véhicules électriques.

La loi Grenelle II a confié aux communes, ainsi qu'à leurs groupements, la compétence du déploiement des infrastructures publiques a pour objectif de rassurer les usagers et de les encourager à investir dans des véhicules électriques sans craindre de tomber en panne en cours de trajet.

Afin d'assurer la cohérence du maillage territorial, de tenir compte des points forts et points faibles du réseau électrique, de mutualiser les coûts, de bénéficier d'une aide de l'ADEME au travers du « programme d'investissements d'avenir » et de garantir l'interopérabilité des bornes, le SDE 35 s'est doté de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides » lors de la modification de ses statuts et propose donc aux communes de lui déléguer cette compétence.

Le SDE35 bénéficie d'une aide de l'ADEME pour financer l'investissement de 164 bornes de recharge normale/accélérée et 4 bornes de recharge rapide, à condition que les communes s'engagent à assurer la gratuité de stationnement des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur tout son territoire pendant une durée minimale de deux ans.

Pour favoriser un déploiement équilibré et efficace, le Comité syndical a décidé le 12 février 2014 de prendre en charge financièrement l'investissement et l'exploitation de ces 168 bornes de recharge.

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2224-37, permettant le transfert de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité visées à l'article L.2224-31 du Code Général des Collectivités,

VU les statuts du SDE 35 ratifiés par arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2014 et notamment l'article 3.3.5 habilitant le SDE 35 à mettre en place et organiser, pour ceux de ses membres qui lui ont confié cette compétence, un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables et l'article 3.5.1 portant sur les modalités de transfert des compétences optionnelles,

VU la délibération du Comité Syndical du SDE 35 en date du 4 février 2015 portant sur les modalités du transfert de la compétence « infrastructures de charges pour véhicules électriques » et les conditions techniques, administratives et financières validées en cette même séance.

Considérant que le SDE 35 souhaite engager un programme de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, et ce à travers un maillage cohérent couvrant l'ensemble du territoire,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 3.3.5 des statuts du SDE 35, le transfert de la compétence « infrastructures de charge de véhicules électriques » suppose les délibérantes concordantes du Comité Syndical et de l'organe délibérant du membre :

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

26 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **APPROUVE** le transfert de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques » au SDE 35 pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien, et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge,
- **ACCEPTE** sans réserve les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques » telles qu'adoptées par le Comité Syndical du SDE 35 dans sa délibération du 4 février 2015,
- **MET** à disposition du SDE 35, à titre gratuit, les terrains nus ou aménagés nécessaires à l'exercice de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques »,
- **DIT** que la définition des terrains concernés se fera en concertation avec la commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires au transfert de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques » et à la mise en œuvre du projet,
- **S'ENGAGE** à accorder pendant une durée de 2 ans minimum à compter de la pose de la borne, la gratuité du stationnement au moins pour un temps donné (via l'utilisation du disque bleu par exemple) aux utilisateurs de véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur tout emplacement de stationnement sis sur le territoire communal, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité.

2015.035 – Fixation du montant des redevances d'occupation du domaine public dues par les opérateurs de communications électroniques

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

VU le code des postes et des communications électroniques et notamment l'article L 47,

VU le décret n° 2055-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public,

Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu au versement d'une redevance en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

Il est proposé au Conseil Municipal d'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité :

- ***Pour la redevance d'occupation du domaine public routier due par des opérateurs de télécommunications, à savoir :***
 - 40,25 € par kilomètre et par artère pour les installations souterraines
 - 53.66 € par kilomètre et par artère pour les installations aériennes
 - 26.83 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabines téléphoniques uniquement).
- ***Pour la redevance d'occupation du domaine public non routier communal due par des opérateurs de télécommunications, à savoir :***
 - 1 341,52 € par kilomètre et par artère pour les installations souterraines et aériennes,
 - 871,99 € le m² au sol pour les autres installations (hors antennes relais de téléphone mobile).

Sachant qu'une artère correspond à un fourreau contenant ou non des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports en aérien.

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

DIT que chaque année ces montants seront revalorisés en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics, conformément à l'article R.20-53 du code des postes et communications électroniques,

DÉCIDE d'inscrire annuellement cette recette au compte 70323,

CHARGE Monsieur le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes administratifs et financiers relatif à cette redevance d'occupation du domaine public.

2015.036 - Permission de voirie à l'entreprise BOUYGUES TELECOM

Considérant la demande de Bouygues Telecom en date du 19 décembre 2014,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **SE DECLARE favorable** à l'octroi d'une permission de voirie d'une durée de 15 ans à l'entreprise BOUYGUES TELECOM à compter du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2029,
- **AUTORISE** le Maire à établir et signer l'arrêté de permission de voirie à intervenir.

Séance close à 23h00

Suivent les signatures des membres présents :

Nom, Prénom	Fonction	Signatures
René BERNARD	Maire	
Yves BOULEUC	Adjoint	
Marylène DUFAIX	Adjointe	
René LABBE	Adjoint	
Soizick CHAMBIOT-PONCET	Adjointe	
Yvonnick DUVAL	Adjoint	
Michel VUILLAUME	Conseiller Municipal	
Madeleine MALOIZEL	Conseillère Municipale	
Rémy GIZARD	Conseiller Municipal	
Huguette THOMAS	Conseillère Municipale	
Dominique de la PORTBARRÉ	Conseiller Municipal	
Philippe LEMONNIER	Conseiller Municipal	
Loïc LESNÉ	Conseiller Municipal	
Chantal PERRIGAULT	Conseillère Municipale	
Virginie LEPAIGNEUL	Conseiller Municipal	
Chantal BRÉVAULT	Conseillère Municipale	
Catherine VILLENEUVE	Conseillère Municipale	
Laurence MAZEAU	Conseillère Municipale	
Sylvie LE SCORNET	Conseillère Municipale	
Stéphane COURDENT	Conseiller Municipal	
Rozenn ÉNEL-RÉHEL	Conseillère Municipale	
Jérôme SIGURET	Conseiller Municipal	
Sébastien PLIHON	Conseiller Municipal	
Samuel LESAGE	Conseiller Municipal	
Patricia MÉNARD	Conseillère Municipale	